

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales - vendredi 16 décembre 2022

SOMMAIRE

- **Assemblée nationale : la Commission permanente des droits de l'Homme dénonce son exclusion dans la procédure de désignation des animateurs de la CNDH**
 - **Le chef des droits de l'homme de l'ONU veut inscrire la crise dans l'est de la RDC à l'ordre du jour international**
 - **Rutshuru : le CICR apporte des vivres à 15 000 ménages déplacés**
 - **Sud-Kivu : AFEM prime les meilleures productions sur la paix et la promotion du genre**
 - **Droits des femmes : « les hôpitaux ne nous accueillent pas en tant que femme vivant dans la rue »**
 - **Washington : Joe Biden discute avec les Présidents de 6 pays africains, dont la RDC, sur les défis liés à la tenue d'élections en 2023**
 - **Sénateur Bob Menendez (USA) : « Nous devons agir comme nous avons agi en 2012 pour que Paul Kagame cesse de déstabiliser la RDC »**
 - **RDC : Engagée pour la levée totale du régime de notification sur l'achat des armes, la France poursuit sa coopération militaire « conséquente » avec Kinshasa**
 - **Enrôlement des électeurs : la CENI lance le niveau 4 de la cascade de formation dans la 1ère aire opérationnelle**
 - **Drame à Kinshasa : L'enterrement des victimes et le suivi des blessés au centre d'un échange entre les élus de la ville et Mboso**
 - **Nord-Kivu : Un chef rebelle ADF et ses deux éléments tués par les FARDC à Beni**
- **DROITS HUMAINS**

Assemblée nationale : la Commission permanente des droits de l'Homme dénonce son exclusion dans la procédure de désignation des animateurs de la CNDH

Le député national Simon-Pierre Iyananio a tenu une conférence de presse ce jeudi 15 décembre sur la désignation des animateurs de la commission nationale des droits de l'Homme (CNDH). Simon-Pierre Iyananio, accuse le premier vice-président de l'assemblée d'organiser la désignation des animateurs de la CNDH sans associé la commission permanente des droits de l'Homme de l'assemblée nationale, alors que c'est elle, qui a rappelé à l'assemblée nationale et à d'autres partenaires la nécessité de

" renouveler cette commission". " (...) Il se fait que cette commission qui avait été mise en place en 2015 devrait être renouvelée en 2020 aujourd'hui nous sommes en 2022. Nous, comme commission permanente, nous n'avons pas cessé de rappeler aussi bien au bureau de l'Assemblée nationale qu'à tous les partenaires que nous avons intérêt à renouveler cette commission, pour la conformer à la loi organique mais aussi aux instruments internationaux. Malheureusement au nom du bureau de la commission permanente de droit de l'homme de l'assemblée nationale, nous puissions dire que la désignation de la nouvelle équipe de la CNDH ne semble pas respecté le dispositif qui a été mis en place par l'assemblée nationale, avec la création d'une commission permanente de droit de l'homme, toutes les matières relevant des droits de l'homme sont confié à cette commission-là", s'indigne le député national Simon Pierre Iyananio.

Le chef des droits de l'homme de l'ONU veut inscrire la crise dans l'est de la RDC à l'ordre du jour international

Alors que des rapports de médias ont fait état de violents affrontements opposant plusieurs groupes armés à la rébellion du M23 dans l'est de la République démocratique du Congo, le chef des droits de l'homme de l'ONU a exhorté, vendredi, la communauté internationale à continuer à inscrire à son ordre du jour la situation sécuritaire et humanitaire en RDC. Cet appel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, intervient à la veille de Journée internationale des droits de l'homme et au lendemain de la publication d'une enquête préliminaire faisant état d'un massacre commis fin novembre dans l'est de la RDC et qui a fait au moins 131 morts parmi la population civile à Kishishe et Bambo, deux villages du territoire de Rutshuru dans la province du Nord-Kivu. Ce bilan a été établi par une enquête préliminaire du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH) et la Mission des Nations Unies en RDC (MONUSCO), qui accuse la rébellion du M23.

L'ONU « consternée » par le massacre à Kishishe et Bambo

« Je suis vraiment consterné par le massacre de plus de 130 civils par le M23 dans la province du Nord-Kivu », a déclaré Volker Türk, lors d'une conférence de presse organisée à Genève avant la Journée des droits de l'homme. D'une manière générale, le chef des droits de l'homme s'est dit très préoccupé par la situation en RDC. Dans ces conditions, la situation dans ce pays de la région des Grands Lacs doit continuer de requérir l'attention de la communauté internationale. « Il est clair que nous devons nous assurer que la RDC reste à l'ordre du jour, notamment du point de vue des droits de l'homme. C'est très important pour nous », a dit M. Türk aux journalistes.

Rutshuru : le CICR apporte des vivres à 15 000 ménages déplacés

Le Comité international de la Croix rouge (CICR) a commencé, mercredi 14 décembre, la distribution des vivres en faveur des déplacés de guerre de Rutshuru. Environ quinze mille ménages vont bénéficier de cette assistance à Kanyaruchinya et dans le Sud-Lubero (Nord-Kivu). Au moins huit mille ménages déplacés de Kanyaruchinya vont bénéficier chacun d'un demi-ration de 15 jours constituée de 25 kg de riz, 12 kg et demi de haricot, 5 litres d'huile végétale et 500 g de sel de cuisine. Une assistance qui vient soulager ces ménages, comme le témoigne ce déplacé : « Je vous dis, je suis très contente parce que nous étions très affamés, et aujourd'hui, nous avons à manger. Que Dieu soit loué et qu'il vous bénisse ». Cette autre déplacée, pense déjà à la joie de ces enfants à la vue de ces vivres : « Je suis très contente car nous allons manger et les enfants seront aussi contents. Que Dieu vous bénisse abondamment ».

- **DROITS DES FEMMES**

Sud-Kivu : AFEM prime les meilleures productions sur la paix et la promotion du genre

C'est le vendredi 16 décembre que l'Association des Femmes des Médias AFEM décerne les prix aux meilleures productions centrées sur les questions de genre et paix au Sud Kivu. Une initiative qui rentre dans le cadre du projet ProPaix. L'objectif pour les organisateurs est d'encourager les professionnels des médias qui produisent à travers ces thèmes et contribuent à apporter un changement positif dans leurs communautés respectives. Seront primés, trois meilleures productions des journalistes sur la paix et la promotion du genre pour le changement positif de comportement des communautés à la base à l'Est de la RDC. Ces trois prix seront décernés par l'Association des Femmes des Médias AFEM en partenariat avec la coopération Allemande GIZ. La Coordonnatrice de l'Association des Femmes des Médias AFEM, Julienne Baseke fait savoir que cette activité est organisée vendredi 16 décembre 2022 à travers le projet de la promotion de la paix et la stabilité à l'Est de la RDC Propaix financé par GIZ. Ce concours vise à plébisciter et renforcer les capacités des journalistes qui traitent des sujets en rapport avec la paix et le genre.

RDC : « les hôpitaux ne nous accueillent pas en tant que femme vivant dans la rue »

36 ans et mère de 4 enfants, Cathy vit dans les rues de Kinshasa depuis une vingtaine d'années. Son petit commerce de whisky et cigarettes constitue sa principale source de revenus. Dans ce reportage, elle nous relate ses difficultés à accéder à des soins de santé de qualité. " C'est à 13 ans que je suis arrivée dans la rue. Née à Kingabwa (un quartier de Limete) d'un père machiniste et d'une mère ménagère, je me suis retrouvée dans cette situation un soir où ils se sont longuement disputés. Ma mère était enceinte.

Après l'accouchement, la vie est devenue très difficile. Elle a demandé à retourner dans son village natal. J'ai dû partir de la maison. Mon père m'a recherchée, il a tenté de me ramener mais cela n'a pas marché. J'avais goûté au plaisir de la rue. Je ne voulais plus retourner à la maison", se rappelle Cathy.

- **SITUATION POLITIQUE**

Washington : Joe Biden discute avec les Présidents de 6 pays africains, dont la RDC, sur les défis liés à la tenue d'élections en 2023

Le Président américain Joe Biden a échangé le mercredi 14 décembre avec six Présidents africains dont les pays organisent les élections en 2023, sur les défis liés à la tenue d'élections et à l'exercice du droit de vote. Il a rencontré le président Felix Tshisekedi de la République démocratique du Congo (RDC), le président Ali Bongo Ondimba du Gabon, le président George Manneh Weah du Liberia, le président Andry Nirina Rajoelina de Madagascar, le président Muhammadu Buhari du Nigeria et le président Julius Maada Bio de la Sierra Leone pour parler des prochaines élections de leurs pays en 2023, à un moment crucial pour la démocratie dans le monde, indique le compte rendu du Département d'Eta du 15 décembre. Le Président Biden estime que bien que les élections en elles-mêmes ne soient pas synonymes de démocratie, la tenue d'élections était essentielle au bon fonctionnement d'une démocratie. *« Ensemble, les dirigeants ont discuté des défis liés à la tenue d'élections et à l'exercice du droit de vote, notamment l'ingérence étrangère et la violence politique, et ont échangé de bonnes pratiques sur la manière de gérer ces risques et de garantir la transparence ainsi que la confiance du public dans le processus électoral. »*

Sénateur Bob Menendez (USA): « Nous devons agir comme nous avons agi en 2012 pour que Paul Kagame cesse de déstabiliser la RDC »

Félix Tshisekedi s'est entretenu jeudi à Washington, avec le sénateur Bob Menendez, Président du Comité des affaires étrangères du Sénat des USA. Selon la présidence congolaise, le Sénateur démocrate a réitéré son soutien à la RDC pour le rétablissement de la paix et la stabilité durables à l'Est du pays et l'organisation d'élections libres et transparentes sur toute l'étendue du pays. L'entourage du président congolais parle d'une réunion fructueuse. *« Nous devons agir comme nous avons agi en 2012 pour que Paul Kagame cesse de déstabiliser la RDC », a-t-il déclaré. Fin octobre 2022, Bob Menendez s'était déjà montré très critique envers Kigali. « Je me joins à la Mission des*

États-Unis auprès des Nations Unies pour appeler le Rwanda à cesser son soutien aux rebelles du M23 dans l'est de la RDC », avait-il dit reprenant et commentant les propos de Robert Wood, Représentant alternatif pour les Affaires politiques spéciales au sein de la Mission des États-Unis auprès des Nations unies.

RDC : Engagée pour la levée totale du régime de notification sur l'achat des armes, la France poursuit sa coopération militaire « conséquente » avec Kinshasa

Alors que la République démocratique du Congo ne sait convenablement réarmer son armée pour cause du régime de notification sur l'achat des armes qui pèse sur elle, la France, via son ambassadeur en poste à Kinshasa, annonce « travailler pour la levée totale » de cette mesure restrictive. Bruno Aubert, insistant d'un côté sur le fait que « ce n'est pas une ligne nouvelle parce que la France subit de pression » sur la question, précise que son pays poursuit, de l'autre côté, sa coopération militaire « conséquente » avec l'armée congolaise. « Nous, la France, sommes en train de travailler à la levée totale de l'exigence de notification des achats d'armement. C'est notre ligne. Ce n'est pas une ligne nouvelle parce qu'on a fait pression sur nous à travers une campagne malveillante l'été dernier. C'était notre ligne avant », confie Bruno Aubert avant d'ajouter que « la France est le seul pays qui a une coopération militaire conséquente avec RDC. Trouvez un autre pays qui a créé une école de guerre avec vous, qui a détaché six colonels au sein de votre école de guerre pour former les policiers. On est décidé, sur demande du Président Tshisekedi, de former un bataillon aux combats de jungle. Nous sommes très présents sur le terrain de la formation militaire. Donc on est en soutien des FARDC, en soutien à la modernisation et l'efficacité des FARDC ».

Enrôlement des électeurs : la CENI lance le niveau 4 de la cascade de formation dans la 1ère aire opérationnelle

Le Président de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), Denis Kadima a lancé, ce jeudi 15 décembre à l'Institut Mokengeli de Lemba, le niveau 4 de la cascade de formation dans la première aire opérationnelle concernant l'Ouest et le Nord-Est avec 10 provinces à savoir : l'Equateur, Kinshasa, Kongo-Central, Kwango, Kwilu, Mai-Ndombe, Mongala, Nord-Ubangi, Sud-Ubangi et Tshuapa. Cette formation, en effet, concerne les présidents des centres d'inscription des électeurs et préposés à l'identification (27.753), les candidats opérateurs de saisie (12.284) ainsi que les préposés polyvalents (12.159). Ils sont au total 50.224 participants sur 10 provinces de la première aire opérationnelle. D'après Denis Kadima, cette session de formation va permettre aux participants d'apprendre les procédures sur l'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs, mais aussi d'utiliser le kit d'enrôlement, les panneaux solaires et le matériel de transmission, rapporte la cellule de communication de la CENI.

- SECURITE

Drame à Kinshasa : L'enterrement des victimes et le suivi des blessés au centre d'un échange entre les élus de la ville et Mbosso

Les élus nationaux de Kinshasa ont rencontré le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mbosso, ce jeudi 15 décembre 2022, à Kinshasa, en RD Congo. Au centre de leur échange, la situation catastrophique qui a endeuillé plusieurs familles à Kinshasa à la suite de la pluie diluvienne qui s'est abattue, dans la nuit du lundi 12 au mardi 13 décembre, laquelle a causé mort d'hommes et dégâts matériels importants. *« Le chef de notre institution nous a réunis pour qu'on échange sur les dispositions qui ont été prises pour l'enterrement des victimes, le suivi des victimes qui sont hospitalisées et envisager ce qui devrait être entrepris pour que ce genre de dégâts ne puisse plus se répéter »*, a dit le député Raphaël Kibuka, élu du district Mont-Amba.

Nord-Kivu : Un chef rebelle ADF et ses deux éléments tués par les FARDC à Beni

Un commandant des Forces démocratiques et alliées (ADF) et deux terroristes djihadistes du même groupe ont été tués par les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), la nuit du mercredi à ce jeudi 15 décembre 2022, dans la localité de Kabalwa située dans le secteur de Ruwenzori, territoire de Beni, au Nord-Kivu. Le capitaine Antony Mwalishayi, porte-parole du secteur opérationnel Sokola 1 grand nord, qui l'annonce à la presse, fait savoir que ce chef rebelle et ses deux éléments ont été neutralisés au cours d'un affrontement entre l'ADF et l'armée loyaliste. *« Un commandant ADF et 2 de ses éléments, terroristes djihadistes des Forces démocratiques et alliées, viennent d'être neutralisés par les Forces armées de la République démocratique du Congo. C'était au cours d'un affrontement entre l'armée régulière et un petit groupe de ces terroristes. L'arme du commandant et sa radio Motorola ont été également récupérés par l'armée loyaliste »*, écrit le capitaine Antony Mwalishayi.

Équipe de la Maison des Droits de l'Homme du Centre Carter Pour nous contacter directement
infomdhcongo@cartercenter.org

<https://vlfcongo.org/>

www.cartercenter.org

(+243) 81 709 83 29 372, Av. Colonel Mondjiba, Concession Immotex Bâtiment 9B C/ Ngaliema, Kinshasa
République Démocratique du Congo